



Capital

15F

N°72
Sept. 1997

● Employés ● Cadres ● Avocats
● Médecins ● Profs ● Retraités...

L'essentiel de l'économie

Les vrais revenus des Français

p.116

Catégorie par catégorie, une grande enquête sur l'évolution du pouvoir d'achat

Musique, boissons, transports aérien et ferroviaire... l'empire de l'Anglais Richard Branson est partout.

p.40



L'empire Virgin



L'argent des clubs de foot



Zidane et Ronaldo, deux stars que seuls les clubs italiens les plus riches peuvent s'offrir.

p.102

Guide pratique

Assurance vie, mode d'emploi

p.143



M 4134-72-15,00 F



En dépit des apparences et de la sinistrose, ils n'ont cessé de progresser ces dernières années

Les vrais revenus des Français



En moyenne, les retraités ont désormais un niveau de vie plus élevé que les actifs.

Banco pour les retraités et les épargnants, ceinture pour les jeunes et les chômeurs : un grand dossier pour mesurer l'impact, sur nos portefeuilles, des années de crise.

Commençons par un petit test. Un ménage qui perçoit 25 000 francs de revenu net mensuel est-il plutôt modeste, plutôt aisé, ou privilégié ? En plein débat sur la réforme des allocations familiales, les responsables du RPR, de l'UDF, du PC, des associations familiales, de FO et de la CFTC ont tous répondu la même chose l'été dernier : une telle famille est à peu près dans la moyenne. François Bayrou, l'ex-ministre de l'Éducation nationale d'Alain Juppé, a apporté les précisions suivantes : « 25 000 francs, ce sont deux salaires moyens, par exemple de professeurs. C'est le revenu d'une famille moyenne. » Marc Vilbenoit, le président du syndicat des cadres CGC, a chaudement approuvé.

qu'en France une famille sur deux vit avec moins de 11 668,75 francs net par mois, et que seuls les 11 % des foyers les plus aisés jouissent d'un revenu égal ou supérieur à 25 000 francs. La classe moyenne ne loge pas où l'on pense.

Bah ! Qu'une bonne partie de nos dirigeants politiques et syndicaux puisse à ce point s'égarer sur les finances des ménages n'a finalement rien d'étonnant. Est-ce parce que la matière est aride ? Ou que le sujet reste tabou dans notre vieux pays catholique ? En tout cas, les Français n'entretennent souvent qu'une vision fort approximative de leurs revenus. Non seulement ils cernent mal leur évolution et leur éventail, mais ils charrient à leur sujet un tombeau d'illusions collectives.

En particulier celle-ci, aussi tenace que répandue : mangés par les impôts et les cotisations, écornés par le chômage, limés

Suite page 118

Pages 122 à 134 : sept professions, parmi les mieux payées, à la loupe



Alain Hellouz, 42 ans, dirigeant d'entreprise
1 MF brut/an

Paul Joly, 49 ans, cadre
390 000 F brut/an

Jean-Marc Révereau, 30 ans, consultant
400 000 F brut/an

Bruno Pellegrin, 42 ans, médecin généraliste
237 000 F net/an

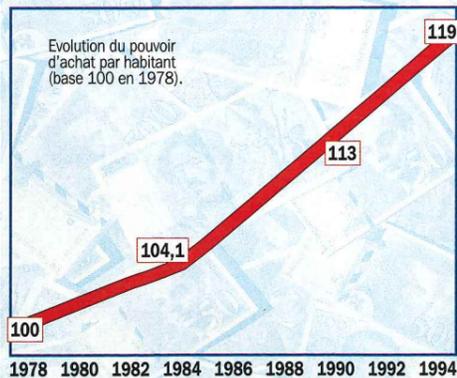
Valérie Algazi, 29 ans, avocate
250 000 F net/an

Anne feray, 40 ans, professeur agrégée
212 202 F net/an

Jean-Pierre Boucher, 41 ans, magistrat
275 000 F net/an

La sinistrose qui mine notre pays est-elle vraiment justifiée ? Les chiffres sont formels : globalement, jamais la France n'a été aussi riche. Crise ou pas, le pouvoir d'achat par habitant a grimpé de 20% depuis 1978. Mais, dans le même temps, les inégalités se sont creusées.

Notre pouvoir d'achat a flambé !



Source : Insee.

Top managers P. 122
Les dirigeants des grandes entreprises s'en sortent bien, avec des salaires supérieurs au million par an qui comportent de plus en plus souvent des éléments défiscalisés.

Cadres P. 124
Leur pouvoir d'achat, naguère grignoté par l'inflation, l'est aujourd'hui par l'impôt. L'individualisation de leurs salaires est devenue la règle et a créé de grosses disparités entre cadres de même niveau.

Consultants P. 126
Un métier qui paie très bien : entre 800 000 et 2,5 millions de francs brut par an pour les associés des grands cabinets d'audit, et jusqu'à 600 000 francs pour leurs collaborateurs.

Médecins P. 127
Les généralistes débutants vivent modestement, mais certains spécialistes affichent des revenus annuels supérieurs à 1 million de francs. Les mieux payés : les radiologistes.

Avocats P. 130
C'est la profession dont les revenus, en francs constants, ont le plus augmenté : + 50% en quinze ans. Les meilleurs avocats d'affaires gagnent jusqu'à 8 millions de francs par an.

Enseignants P. 132
Traitements réévalués et promotions plus rapides pour les profs. Mais leurs salaires restent encore faibles ; au maximum 260 000 francs net par an pour un agrégé dans le secondaire.

Hauts fonctionnaires P. 134
Leurs rémunérations sont gelées depuis 1989. Le premier président de la Cour des comptes, par exemple, gagne moins de 700 000 francs net par an.

Les salaires moyens progressent désormais

Suite de la page 116
par la rigueur salariale, nos gains s'éroderaient à la vitesse de la crise. En somme, nous serions moins aisés qu'avant. Parlant du système de Sécurité sociale, d'une broderie faite main ou d'un domestique, combien de nos concitoyens soutiennent ainsi, et dans les salons les plus autorisés, qu'on ne peut plus se payer cela».

Salaires : 230% de hausse du pouvoir d'achat depuis 1950

Pur fantasme, heureusement. En réalité, les Français, dans leur ensemble, n'ont jamais été aussi riches qu'aujourd'hui. Quelques chiffres suffisent à le démontrer. Depuis 1950, le pouvoir d'achat de leurs salaires nets a augmenté de 230%, et leur niveau de vie grimpe de 60% depuis 1970. Voilà pour la longue période. A court terme, le gonflement moyen de leur galette apparaît certes moins spectaculaire, mais il est tout aussi indiscutable. Entre 1989 et 1994, le revenu disponible brut par tête a augmenté de 1,1% par an selon les données de la comptabilité nationale (1% si l'on tient compte des impôts), soit un gain de niveau de vie de près de 6% en cinq ans. Au Moyen Age, il fallait plusieurs siècles pour décrocher cela... L'OCDE, qui utilise une autre méthode de calcul, chiffre pour sa part à 1,8% par an la hausse du pouvoir d'achat des ménages en France de 1989 à 1994. C'est un peu moins qu'aux Etats-Unis (2,1%) mais bien plus qu'au Royaume-Uni, (1,4%) ou qu'en Italie (0,5%). Bien entendu, le supposé déclin de la consommation, mis en

avant par tant d'industriels - «les gens n'ont plus d'argent pour acheter» - relève aussi, sur le long terme, de l'imaginaire. La vérité, c'est que jamais les Français n'ont autant consommé. Mis à part une légère érosion en 1993 (-0,4%), leurs achats en volume par tête ont continuellement augmenté depuis quinze ans, pour atteindre un niveau record. Bien sûr, cette progression a été facilitée par la baisse du prix de nombreux produits. Il y a dix ans, un Caméscope bas de gamme s'étiquait aux alentours de 7 500 francs, l'équivalent d'un bon mois et demi de salaire minimal. Le dernier catalogue de La Redoute en propose un à 2 990 francs - un gros demi-Smic. Le constat vaut pour le téléphone portable, le double airbag et les rollers en ligne.

La France, en somme, s'em bourgeoise - notre enquête sur les professions aisées (pages 122 à 134) le démontre. D'où vient donc cette impression générale qu'elle tire le diable par la queue ?

D'abord, sans doute, d'une question de rythme. Car, s'il croît toujours, notre niveau de vie progresse désormais trois fois moins vite que dans les années 70. «Le tapis roulant de l'enrichissement a ralenti», commente l'Insee. Cela peut donner l'impression qu'il s'est arrêté. Mais l'illusion d'optique collective tient surtout aux ravages de la crise : la prospérité n'a pas profité à tout le monde. En un infernal mouvement de ciseaux, la pression du chômage et la montée des taux d'intérêt

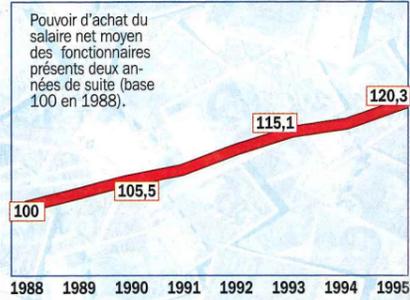


Chômeurs et jeunes en galère constituent désormais les gros bataillons de la grande pauvreté.

Une France embourgeoisée de plus en plus inégalitaire

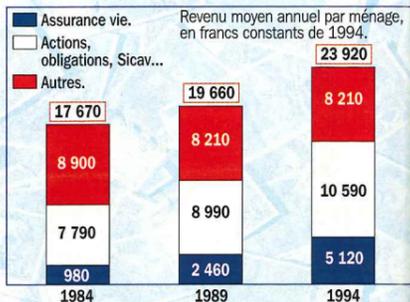
Contrairement à ce que martèlent leurs syndicats, les fonctionnaires en poste n'ont pas été sacrifiés par l'Etat employeur ces dernières années : le pouvoir d'achat de leurs traitements nets a, en moyenne, bondi de 20% entre 1988 et 1995. C'est bien plus que les salaires du secteur privé.

Bons crus pour les fonctionnaires



Dopés par l'excellente tenue de la Bourse, la montée des taux d'intérêt et la fiscalité très incitative de certains produits (assurance vie), les revenus de l'épargne ont crû de près de 35% entre 1984 et 1994. Une explosion qui a surtout profité aux ménages aisés, accroissant d'autant les inégalités.

Boom des revenus de l'épargne



Moins de 5 000 francs par mois pour le foyer. C'est ce dont doivent se contenter 10% des ménages français, autrement dit à peu près 6 millions de personnes. Non seulement l'enrichissement général du pays n'a pas résorbé les poches de pauvreté, mais celles-ci ont eu plutôt tendance à s'accroître. A l'autre bout de l'échelle, les 5% des ménages les mieux lotis perçoivent en moyenne près de 50 000 francs par mois. Le salaire médian (un Français sur deux gagne moins) est de 12 000 francs mensuels.

L'échelle des revenus

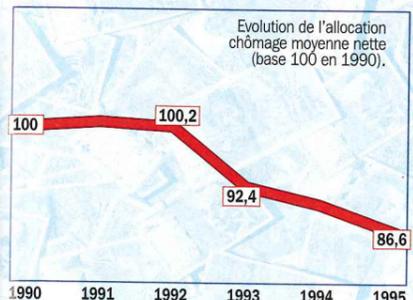
Ménages concernés	Gains annuels avant impôt
10%	Moins de 54 384 F
20%	Moins de 76 600 F
30%	Moins de 98 160 F
40%	Moins de 118 811 F
50%	Moins de 140 025 F
60%	Moins de 164 850 F
70%	Moins de 196 546 F
80%	Moins de 236 652 F
90%	Moins de 310 686 F

Plus un ménage est aisé, plus il s'enrichit



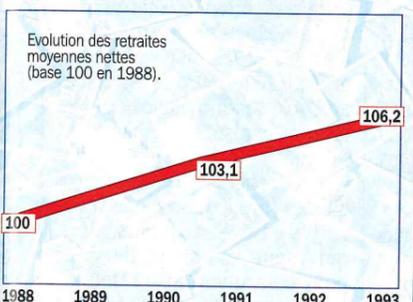
plus lentement que les revenus du patrimoine

Vaches maigres pour les chômeurs



Afin de contenir le déficit de l'Unedic sans trop augmenter les cotisations, les syndicats et le CNPF ont décidé, en 1993, de tailler dans les allocations des demandeurs d'emploi. En trois ans, leur pouvoir d'achat a perdu près de 15%. L'allocation moyenne nette s'élevait à 3 869 francs par mois en 1995.

Vaches grasses pour les retraités



Le niveau de vie des retraités est en moyenne supérieur de 10% à celui des actifs. Explication : l'arrivée à l'âge de 60 ans de travailleurs pouvant faire valoir une carrière complète a gonflé les pensions. A cela s'ajoute l'explosion des revenus du patrimoine, qui a largement profité aux personnes âgées.

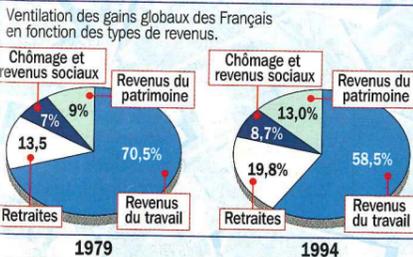
Les professions libérales en tête

Catégorie	1984	1989	1994
Professions libérales	173*	223*	240*
Cadres	152*	165*	172*
Retraités	86*	93*	106*
Professions intermédiaires	103*	108*	106*
Artisans, commerçants	86*	90*	97*
Employés	80*	81*	80*
Agriculteurs	66*	63*	77*
Ouvriers qualifiés	68*	72*	71*
Ouvriers non qualifiés	60*	59*	57*

* Revenu net total du ménage, en milliers de francs, en fonction de la profession du chef de famille (francs constants de 1994).

En 1984, le niveau de vie moyen des ménages d'ouvriers non qualifiés était trois fois plus faible que celui des professions libérales. Dix ans plus tard, il était quatre fois moindre. Les ouvriers ont perdu en pouvoir d'achat, les professions libérales ont progressé à vive allure.

La part des revenus du travail décroît



Rien d'étonnant en période de fort chômage : les Français gagnent de moins en moins leur vie à la sueur de leur front. 42% de leurs revenus sont désormais constitués de produits d'épargne, de retraites ou d'allocations sociales.

ont simultanément relégué des millions de familles dans la pauvreté, et doré la tranche de centaines de milliers d'autres, renforçant chaque jour les inégalités et bousculant la distribution traditionnelle des revenus. De sorte que les Français ne s'y reconnaissent plus.

Premier bouleversement - et, là-dessus, l'opinion ne se trompe pas - les salaires réels (défalqués de l'inflation) ont quasiment cessé de progresser depuis le début des années 90. Rognés par la hausse constante des cotisations sociales et la chasse aux gains de productivité menée par les entreprises (la part des salaires dans la valeur ajoutée est passée de 69% à 59% depuis 1984), ils ont gagné, en moyenne, à peine 0,1% de pouvoir d'achat par an entre 1991 et 1995.

90% des salariés obtiennent une augmentation chaque année

Encore cette microscopique avancée est-elle due à ce que les experts appellent des «effets de structure» : hausse de la qualification de la population des cadres, toutes évolutions qui font mécaniquement gonfler les chiffres. Sans cela, le salaire moyen aurait légèrement régressé (-0,5% par an depuis 1991). Une véritable révolution dans un pays où l'essentiel de la croissance des revenus a longtemps été tiré par les feuilles de paie.

Bien entendu, cela ne signifie pas que tous les travailleurs en poste aient dû sacrifier à la rigueur du temps. Les fonction-

naires viennent, par exemple, de passer un excellent septennat. Ils ont gagné en moyenne 2,7% de pouvoir d'achat par an entre 1989 et 1994 et, pour couronner la série, 3,3% en 1995 ! Même si environ 16% d'entre eux (les très hauts fonctionnaires), qui ne bénéficient pas des aménagements de la «grille Durafour», ont été exclus de la fête, cela vaut d'être salué.

Dans le privé aussi, le corset de la rigueur est moins fermement lacé que ne le laissent supposer les chiffres globaux. La maigre progression de la masse salariale s'explique en effet pour une bonne part par l'embauche de jeunes à faible rémunération, et non par le tassement des émoluments des travailleurs en poste : dans la majorité des cas, ceux-là n'ont pas abandonné un ongle de pouvoir d'achat. Avec les bonus d'ancienneté ou grâce à leur progression de carrière, beaucoup ont vu, au contraire, leurs fiches de paie s'arrondir depuis le début des années 90, comme le démontre notre dossier (pages 122 à 125). Le service statistique du ministère du Travail a calculé que près de 90% des salariés obtiennent chaque année une augmentation. Simplement, elles sont moins grasses que par le passé.

En bonne logique, cette demi-déprime salariale aurait dû entraîner un tassement global du niveau de vie dans le pays. Pourquoi ne l'a-t-elle pas produit ? Parce que - c'est le deuxième bouleversement - les Français gagnent de moins en moins leur vie en travaillant. Pas loin de la moitié de leurs deniers provient désormais de pensions de retraite, de prestations sociales diverses et du produit de leur placement. Quoi d'étonnant ? L'emploi stagne, la population vieillit, les taux d'intérêt réels sont attractifs, et la fiscalité de l'épargne, indolente. Sans qu'on y prenne garde, la France est devenue un pays de rentiers.

Suite page 120



Les 990 000 travailleurs contraints au temps partiel sont souvent dans la gêne.



Aujourd'hui, les retraités sont mieux lotis que les actifs

119

is, plus question ! En sept ans (de la part des revenus moins dans le total des concitoyens est à près de 14% (lire traduit en espèces cela signifie qu'une bit ou capitalise en 100 francs par mois dividendes ou (de 1994), un tiers y a dix ans.

x pensions de rent ont progressé à pas 3,7% par an entre 4), creusant au pas-sondables abysses nptes des caisses de

Explication de ce vant historique : la tante du nombre de en sûr, mais aussi la e des pensions, qui viron 1% de pouvoir r an. Les «jeunes» es, qui peuvent gé- t faire valoir une car- plète, perçoivent en retraits bien supé- elles de leurs aînés.

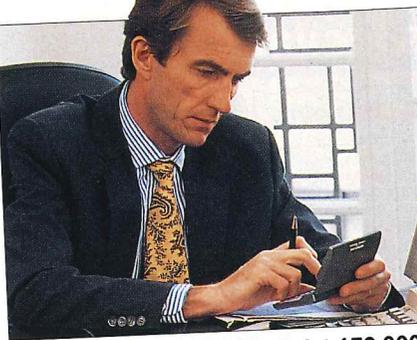
en berne, mais re- flèche et dividendes . Le moins que l'on e, c'est que la nouvel- cture de nos revenus as à se retrouver les

Mais elle se révèle redoutable machine à des injustices. Il suffit n coup d'œil sur les in-

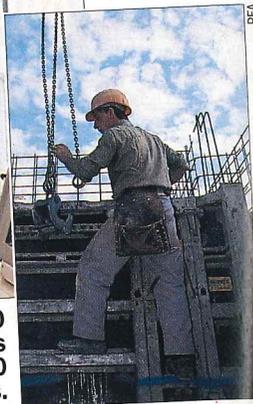
dicateurs des spécialistes pour en être convaincu : tous, sans exception, soulignent un net renforcement des inégalités depuis environ cinq ans. Après une longue période de croissance forte et d'inflation, où les écarts de revenus s'érodaient année après année, ce troisième bouleversement, en forme de retour en arrière, est sans doute celui que les Français vivent le plus mal. D'autant que les évolutions sont tranchées, presque caricaturales : la hausse du niveau de vie a été, ces dernières années, exactement proportionnelle à l'aisance, note l'Insee (lire le graphique page 118). En d'autres termes, les très riches se sont beaucoup enrichis, les moyens, moyennement, et les pauvres, pas du tout.

Les allocations chômage ont perdu 14% en trois ans

Les causes de cette étonnante évolution ? Le sous-emploi et la précarité, d'abord, qui frappent en priorité les travailleurs non qualifiés. Les politiques d'individualisation des rémunérations, ensuite (suppression progressive des avantages collectifs ou catégoriels, pratique de salaires d'embauche différenciés, généralisation des stock-options...), devenues la règle d'or des directions des ressources humaines des entreprises, et



Le revenu moyen atteint 172 000 francs par an dans les ménages de cadres, contre seulement 57 000 chez les ouvriers non qualifiés.



qui, en émiettant les feuilles de paie, ont contribué à élargir l'éventail des salaires. L'explosion des revenus du patrimoine, enfin, qui a arrondi le quotidien de beaucoup de familles aisées (cadres, professions libérales, hauts fonctionnaires, enseignants...) et de retraités, sans du tout profiter aux plus pauvres.

A noter que ce bouleversement du paysage des revenus n'a pas été pris en compte par les syndicats et les différentes corporations : ils entretiennent invariablement les mêmes revendications, désormais tout à fait décalées des réalités. Car, enfin, qui paie vraiment le prix de la crise ? Les agents de l'État et des services publics, champions du tracassin médiatique et du débrayage préventif ? On a vu leur sort enviable. Les per-

sonnes âgées, en guerre ouverte contre toute hausse de la CSG ? Elles affichent un niveau de vie moyen supérieur d'environ 10% à celui des actifs. Les professions libérales et les managers, catégories supérieures assimilées aux «classes moyennes» qui se sentent écrasées de charges et d'impôt ? Ce sont elles qui ont le plus progressé ces dernières années (lire le tableau de la page 119). Les agriculteurs, alors, qui usent volontiers de lisier pour convaincre les préfets de leur paupérisation ? Grâce à la manne de la Politique agricole commune, leur revenu moyen a crû de 2% par an dans la dernière décennie. Non, dans la France de 1997, les vrais perdants se taisent.

Les vrais perdants, ce sont bien sûr les chômeurs, aux revenus par nature limités ou inexistant, et qui ont supporté sans broncher entre 1993 et 1995 une incroyable ponction de pouvoir d'achat (- 11%). Ce sont, encore, les travailleurs maintenus à temps partiel contre leur gré (ils seraient 990 000 selon le Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts), les femmes élevant seules leurs enfants, et les salariés peu ou pas qualifiés, dont le pouvoir d'achat a baissé ces dernières années. Ce sont, enfin, les jeunes de moins de 25 ans. Coincés entre galère et bas salaires, ils affichent un niveau de vie inférieur à celui dont disposaient leurs parents vingt ans plus tôt. Pour eux, le progrès marche vraiment à l'envers.

Philippe Eliakim

L'irrésistible ascension des revenus de l'épargne

d'intérêt au mith, inflation nscue et rcurse en fête : la crise de tier a quelque le tableau, la décennie aura

été faste pour les épargnants. D'autant que les gouvernements successifs leur ont peaufiné une fiscalité aux petits oignons. Guère de prélèvements sur les obligations (20%), presque pas sur les Sicav, et rien sur l'assurance vie et les livrets d'épargne populaire. Moyennant quoi, «ceux qui s'enrichissent en dormant», comme les désignait avec agacement François Mitter-

rand, ont grassement profité de ces dernières années. Entre 1984 et 1994, les revenus de l'épargne engrangés par chaque ménage ont augmenté de plus d'un tiers - et ceux issus de l'assurance vie, quintuplé - pour se situer, en moyenne, à 24 000 francs par an. Pour autant, tous les Français n'ont pas pareillement profité de cette manne. Selon les calculs de l'Insee, les 25% des foyers du haut de l'échelle des revenus en ont perçu huit fois plus que les

25% les plus pauvres. Le boom de l'épargne a en particulier contribué à creuser l'écart de niveau de vie entre les retraités (qui disposent souvent d'un patrimoine de rapport) et les jeunes (qui en sont généralement dépourvus), notent les experts du CSERC (Conseil supérieur de l'emploi, des revenus et des coûts). Ce caractère très inégalitaire des revenus du capital justifie, aux yeux des socialistes, un alourdissement de la fiscalité sur les placements.



En moyenne, les placements rapportent 2 000 F par mois aux ménages.